

Dans la crise sanitaire, l'État joue sa survie



[Source : Contrepoints.org]

Les conséquences de la politique désastreuse infligée au pays depuis un an sont bien plus délétères que l'épidémie elle-même.

Par Patrick de Casanove

La véritable inquiétude de l'État est que les Français réalisent enfin qu'il leur a menti et les a effrayés pour les manipuler. Ils ont été enfermés, ruinés, mal soignés, poussés au suicide, dressés les uns contre les autres pour une maladie contrôlable et peu mortelle, pourvu que l'État cesse de se mêler de tout et laisse les médecins faire leur travail.

Il leur a été interdit d'accompagner leurs proches dans leurs derniers instants et de leur donner de dignes funérailles.

Les conséquences de la politique désastreuse infligée au pays depuis un an sont bien plus délétères que l'épidémie elle-même.

La justice est détournée de sa mission qui est de « rendre à chacun le sien »

Les forces de l'ordre sont détournés de leur mission qui est de protéger les biens et les personnes. Lors de la répression pour non-respect des mesures de coercition sociale, elles font parfois preuve d'un zèle mal venu et inhumain.

C'était vrai lors du premier confinement. C'est encore, hélas, vrai aujourd'hui. Lors des obsèques d'un maraîcher qui s'est suicidé par désespoir, ou lors de la distribution de repas aux personnes dans la détresse.

La loi est pervertie, elle sert à détruire les droits naturels au lieu de les protéger ; l'emploi des forces de l'ordre, de la justice, est perverti. Cela participe à la grande déstabilisation des populations.

Le lien social s'effrite. L'autre est un contamineur potentiel donc un danger, peut être mortel. Ainsi une personne qui n'est pas malade est traitée comme une pestiférée. Cette peur de l'autre engendre le retour de la

délation.

La Covid est une infection virale n'ayant aucun pouvoir d'oppression des individus. Ce pouvoir est politique. Le seul responsable du désastre est le politique. En France on connaît précisément la date et l'heure du forfait.
about:blank

Si cette prise de conscience avait lieu l'État perdrait son pouvoir d'imposer la grande réinitialisation et il devrait rendre des comptes.

CRISE SANITAIRE : L'OCCASION FAIT LE LARRON

Il est peu probable que cette affaire de crise Covid soit pilotée depuis le départ et préméditée. Le gouvernement en a plutôt saisi l'opportunité.

Dans cette épidémie, ce n'est pas la science qui domine, c'est la pensée magique et l'émotionnel. Le gouvernement fait peur et culpabilise les gens. Grâce à quoi il contrôle la gestion de la crise sanitaire.

Celle-ci est un outil de pouvoir. L'État s'en est emparé, a étendu son contrôle des populations et n'a pas l'intention de relâcher son étreinte. La Covid ne doit pas disparaître, ou pas avant d'avoir rempli sa mission.

EN TEMPS DE CRISE, BÂTIR L'HOMME NOUVEAU DANS UN MONDE NOUVEAU

La gestion de la Covid a été faite en dépit du bon sens. Elle n'a jamais eu aucune rationalité médicale, humaine, économique, sociale, aucune rationalité au sens de vouloir résoudre véritablement le problème.

Persister à ce point dans l'erreur ne peut être que délibéré. La prise en charge a été et reste tellement incohérente que bien des gens sont perdus. Quand tout le monde est perdu, y compris les professionnels de santé, l'irrationnel fait partie du quotidien au point de devenir la norme. Grâce à quoi l'État commande et oriente sans difficulté.

Même si leur gestion est irrationnelle, il est évident que nos gouvernants ne sont pas eux irrationnels. Mais ils peuvent être pervers et manipulateurs. Ils poursuivent rationnellement leur objectif.

Grâce à la Covid les politiciens font passer des réformes qui n'avaient aucune chance de passer : état d'urgence dit sanitaire, flicage numérique, mais surtout l'écologisme appuyé par un plan de relance :

« Un plan de relance exceptionnel de 100 milliards d'euros [...] Ce plan de relance, [...] représente la feuille de route pour la refondation économique, sociale et écologique du pays. »

Plan qui fait écho à :

« La solution pour résoudre les grands problèmes environnementaux et sociaux existe, selon le Forum de Davos, et elle se résume en une phrase : transformer l'économie. Pour y parvenir, l'organisation propose d'orienter l'économie vers des résultats plus équitables, canaliser les investissements pour construire mieux, développer des infrastructures et techniques de construction qui ne dégradent pas l'environnement et se servir de la quatrième révolution industrielle pour notre bien. Cette quatrième révolution industrielle est celle de l'automatisation des machines par l'intelligence artificielle et la généralisation des énergies vertes. C'est elle qui, en grande partie, mènerait à un monde plus vert, plus juste et plus prospère. »

Il y a une rationalité étatique à faire durer le problème. Tant que la Covid persiste, ou simplement sa peur, cela permet à l'État non seulement de survivre, mais de s'épanouir. Il étend son autorité au détriment de la vie privée et de la liberté de chacun. Il instaure le totalitarisme, construit une société nouvelle, pour un monde nouveau, avec un Homme nouveau... et il ne rend pas de comptes.

RENDRE DES COMPTES

Ça commence à sentir le roussi !

Jean-François Delfraissy et quatre autres membres du Conseil dit scientifique signent une tribune dans *The Lancet*.

Ils écrivent :

« Par conséquent, il est temps d'abandonner les approches fondées sur la peur, fondées sur un confinement généralisé apparemment aléatoire, stop-start, comme principale réponse à la pandémie [...] Nous, scientifiques qui travaillons contre le Covid-19, devons avoir le courage de nous adresser à ceux qui sont au pouvoir, qui portent la responsabilité ultime des politiques choisies et de leurs conséquences. Si cette responsabilité est esquivée ou retardée, le jour inévitable où il faudra rendre des comptes pourrait être terrible. »

Reniant sans honte aucune ce qu'ils ont préconisé depuis un an, ils ont l'admirable courage de se défausser sur les politiciens.

La demande de comptes a déjà commencé. Des dépôts de plaintes ont eu lieu au début de l'épidémie.

D'autres procédures ont lieu aujourd'hui au niveau national :

pour obtenir réparation des pertes liées au confinement ou de ses préjudices au sens plus large :

<https://youtu.be/Hz2xA-Ktg-A>

Des initiatives semblables ont lieu dans d'autres pays.

Pour l'instant, elles ont peu d'écho. Il pourrait en être différemment si la crise covid était terminée. Mais la faire durer évite à l'État de rendre des comptes, lui donne des arguments pour l'heure des comptes.

Si la crise dure c'est que cette épidémie est sévère. Si elle dure très longtemps c'est qu'elle est très sévère. Si elle est très sévère, la gestion étatique coercitive s'en trouve justifiée, ses détracteurs relégués au rang de complotistes, à qui l'on peut contester toute liberté d'expression.

Les conséquences dramatiques des décisions étatiques s'estompent avec la peur et le temps. L'État est sanctifié dans son rôle de sauveur. Il a gagné la partie. Il survit et en sort renforcé.

IL FAUT REVENIR À LA RAISON

Il est difficile d'empêcher les gens d'avoir peur ou d'être inquiets. Mais il faut garder son sang-froid, rester raisonnable et faire face.

99,5 % voire 99,9 % des personnes infectées survivent, et parfois davantage :

Une bonne prise en charge de l'épidémie consisterait à donner :

- sa place à la médecine, en particulier de ville,
- la responsabilité de leur vie et de leurs libertés aux Français,
- l'attention aux personnes à risques.

Si la prise en charge devient médicale, sans état d'urgence sanitaire qui n'est pas médical mais politique, les individus retrouveront la responsabilité de leur existence et la liberté d'accomplir leur projet de vie. L'État sera minimal. Mais il ne le veut pas.

La grande escroquerie consiste à faire croire aux Français que si l'État ne prend pas de mesures coercitives et n'insiste pas pour parvenir à une vaccination de masse *on* ne fait rien. C'est faux. *On* fait quelque chose : de la médecine et pas de la politique.

FAIRE FACE À LA CRISE SANITAIRE

La médecine a toujours fait face aux épidémies, même avec peu ou pas de moyens. Aujourd'hui, alors que l'humanité n'a jamais eu autant d'outils pour

lutter contre les infections, en Occident les politiciens mettent la médecine sur la touche et prennent en charge le problème de manière politique.

Il faut être bien conscient que cette pathologie est une pathologie de médecin généraliste. L'implication de la médecine de ville ne se limite pas à l'hospitalisation à domicile ou à la télésanté.

L'implication de la médecine c'est plus que ça.

C'est la responsabilité individuelle et la liberté pour chacun de mener sa vie comme il l'entend sans nuire à autrui. Cela implique de choisir et gérer ses risques. Cela implique le respect des gestes barrière à bon escient ; de vacciner à bon escient ; de respecter les indications vaccinales et la balance bénéfique/risque ; de laisser les gens sans risques vivre leur vie et de faire très attention aux personnes à risques ; de travailler l'immunité naturelle.

C'est la confiance en la médecine générale. Le gouvernement doit arrêter de faire peur aux médecins, et délivrer des autorisations temporaires d'utilisation pour des traitements précoces, (hydroxychloroquine, ivermectine) qui certes ne sont pas recommandés ni validés officiellement, mais qui sont efficaces dans la vraie vie, qui sauvent des vies, évitent des cas graves, des hospitalisations et des décès.

Il doit, en résumé, les laisser prescrire, le tout basé sur le colloque singulier unissant le patient et son médecin.

C'est le soin précoce prodigué aux personnes malades. C'est, entre autres, pour avoir saboté cette étape de la prise en charge dès février/mars 2020, que la France a connu une crise sanitaire bien plus dramatique qu'elle aurait dû être.

C'est le bon diagnostic. Le traitement précoce et le diagnostic rigoureux sont les grands absents de cette prise en charge étatique.

Il est possible de prendre en charge une maladie de manière probabiliste.

Il n'empêche que le diagnostic rigoureux permet de traiter, isoler, spécifiquement les personnes contagieuses et les malades. Il ne repose pas uniquement sur la multiplication des tests RT-PCR, qui ne sont pas des tests diagnostic. Il est utile de tester massivement, mais pas n'importe comment, pour rompre la chaîne de contamination, protéger les personnes à risques, traiter précocement. Il permet de protéger correctement les personnes à risques, de ne pas transformer quelqu'un de sain en malade, voire en assassin potentiel.

Cette robuste médecine de première ligne s'adosse à une médecine de seconde ligne solide avec des hôpitaux performants, des lits en nombre suffisant, des

services de réanimation étoffés et une réserve dépendant du service de santé des armées.

En finir avec la crise ne repose pas sur la disparition de l'épidémie, encore moins du virus. Elle ne dépend que d'une décision politique : celle, pour l'État, de libérer les Français pour ce qui est de la vie économique, sociale, culturelle, privée, et de passer la main aux professionnels de terrain pour ce qui est de l'infection.

Elle peut être prise demain, si le bon sens revient en France.